



Le Grand Débat National

Réunion publique d'échanges à Caugé

le mardi 26 février 2019 à 19H

Compte rendu de réunion

Contexte :

A l'initiative de 2 citoyens résidents de Caugé (27180), une réunion publique a été initiée invitant plus particulièrement les habitants de la commune mais plus largement toute personne souhaitant s'investir au sujet du Grand Débat National. L'invitation à participer a été adressée via un tract distribué dans les boîtes aux lettres et par la publication d'un événement sur le réseau Facebook. Ainsi 14 personnes ont pu se réunir et débattre le 26 février dernier. Vous trouverez ci-après les interrogations, remarques et idées qui ont émergé au cours de ces échanges.

1. Fiscalité et dépenses publiques

Il fait état des observations et questionnements ci-après :

- La fiscalité est hétérogène d'une région à l'autre, elle ne tient pas compte d'une disparité des services rendus monde rural / métropole ; le coût de la vie rurale est moins lisible. Ce fait génère un sentiment d'iniquité fiscale.
- Que devient le produit des taxes ? Comment est-il affecté aux services publics ? L'absence d'imputation des recettes à des dépenses dédiées a pour effet un manque de transparence.

- Au sujet de la réduction des dépenses publiques : proposition est faite de créer des économies d'échelles en limitant les strates du « mille-feuille administratif ».
- Beaucoup de taxes demeurent illisibles et leur destination est perçue comme un leurre (eau, carburant, EDF, éco-emballage etc.).
- La CSG est un vrai problème de pouvoir d'achat pour retraités
- Les Français bénéficient de beaucoup d'avantages et services sociaux par rapport à d'autres pays sans pour autant choisir lesquels abandonner pour diminuer les montants des taxes et impôts.
- Des taxes identiques entre petits salaires et gros salaires sont perçues comme incohérentes voire injustes. Il est proposé la mise en place d'un taux de TVA réduite sur les biens de première nécessité.
- La suppression de la taxe d'habitation pénalise les petites communes.
- Il est préconisé la suppression des privilèges : EDF / SNCF / défraiements et avantages attribués aux députés et sénateurs (frais d'obsèques, retraite, transport, cantines coiffeurs...).
- L'imposition des multinationales (GAFA) est abordée, ces grosses sociétés semblent jouir de « Niches fiscales » à supprimer
- Proposition : taxer les produits d'import des pays low cost
- Constituent un problème les subventions données aux petites et grandes entreprises qui ne respectent pas leurs engagements : création d'emploi, maintien d'activité. Mettre en place un système de contrôle d'atteintes des objectifs prévus avec, le cas échéant, le remboursement des aides accordées en cas de défaillance, peut être une solution.
- Une proposition de principe est faite : ne pas ajouter de nouveaux impôts sans compenser par des économies
- Incompréhension de la persistance d'une disparité des taxes ou impôts au niveau géographique et des spécificités locales au regard de l'ensemble du territoire : exemple la protection sociale et fiscale en Alsace, Lorraine et Corse.
- Il est attendu de mettre en œuvre une politique européenne qui harmonise les taux de prélèvements (sociaux et fiscaux) des pays composant l'UE

2. Organisation Etat et services publics

Il est évoqué :

- Trop de strates administratives subsistent

- Un trop grand nombre de petites communes. Proposition : Regrouper les petites communes tout en préservant un relais local efficace (élu ou professionnel).
- Sénateurs / Députés sont non présents dans l'hémicycle, le vote en lieu et place des absents pose des vrais problèmes de représentativité ; le vote de la Loi gagnerait en crédibilité par une présence affirmée au moment des décisions finales.
- Députés et assistants parlementaires doivent être plus accessibles aux citoyens
- La possibilité de remplacer le sénat par un conseil économique et social efficace, ou par un nouvel outil de démocratie participative.
- La dépense en rapports et études est perçue comme inutile et coûteuse, le jeu des mandats conduit souvent à une remise en question des projets et des études afférentes, il serait souhaitable de justifier publiquement de l'abandon de préconisations commandées quand elles ne sont pas retenues.
- Un moyen d'évaluer les résultats obtenus par les élus locaux est attendu, le cas échéant il pourrait être créé une responsabilité financière ou autre de ceux-ci.

3. Démocratie et citoyenneté

Il est noté que ou proposé :

- Il n'y a pas de réelle séparation des pouvoirs en France, le rôle présidentiel est doté de pouvoirs excessifs sur le législatif
- Le Referendum ne semble pas constituer un outil démocratique efficace et reconnu dans la mesure où l'histoire a montré qu'on pouvait en contourner l'issue, voire la contredire. Est-ce que les referendums / le grand débat seront entendus et serviront à quelque chose ?
- Le référendum semble plus apprécié sur des choix ou décisions à vocation plus locale que nationale
- La prise en compte des votes blancs en tant que votes exprimés est attendue.
- Une obligation de vote avec sanction pécuniaire.
- Présence de 3 candidats au dernier tour des élections au lieu de 2 au final
- Ouvrir le vote la semaine

- La mise en place du vote par internet sur pré-inscription en complément des bureaux de vote notamment pour les français éloignés ou privés de mobilité.
- Un programme d'instruction civique nationale et de sensibilisation aux incivilités, pour expliquer aux enfants les fondements de la citoyenneté
- Les incivilités peuvent trouver leur source dans des choix politiques par exemple la disparition des latrines ou bains publics
- Le service militaire / civil reste perçu comme un outil d'intégration et doit être accessible aux hommes et aux femmes, sa disparition est regrettée
- Au sujet de l'immigration et intégration : privilégier l'aide dans le pays d'origine plutôt qu'en France. Cet avis est très contesté, il est rappelé le jeu de la France en Afrique au siècle dernier.

4. Remarques et questions diverses

Son présentés comme des centres d'intérêt et des sujet à traiter :

- Le droit de choisir sa mort et de mourir dans la dignité, ne pas soumettre au seul avis d'une équipe médical l'issue et savoir tenir compte des volontés exprimées par le malade.
- Politique carcérale : savoir catégoriser les détenus en fonction de la gravité des faits reprochés ; la mise en place de peines de substitution en alternative à des peines de prison dont l'exécution devra être effective et vérifiée.
- L'incapacité à juger et sanctionner la petite délinquance est un facteur de développement des incivilités et de récidive aggravée ; la lenteur à délivrer un jugement, en décorrélant les actes condamnables de la sanction, participe au développement de la délinquance chez les jeunes.
- PAC : manque de transparence des subventions. Trop de financement par des aides publiques sans obligation de résultat.
- Ecologie : réduction d'emballages / pourquoi la politique visant au développement de l'éthanol comme substitut à l'essence semble être abandonnée ? Que devient l'argent d'Ecoemballage ?
- Emploi / chômage : construire une offre de formation adaptée aux besoins d'aujourd'hui, savoir donner l'opportunité aux jeunes ou leur imposer de faire des formations à débouchés
- Améliorer le rapport entre rémunération du travail et rémunération du capital ; considérer les employés avant les actionnaires

